

Comment la mobilité pastorale se reconfigure-t-elle dans un pays côtier ?

Le cas du Ghana

La montée en puissance de groupes armés dans le Sahel a conduit plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest à renforcer leurs contrôles aux frontières. Le Bénin, le Togo ou encore la Guinée ont ainsi durci leur position à l'égard des mouvements de bétail, traitant désormais la transhumance comme une menace sécuritaire. Le Ghana, lui, a suivi une trajectoire différente.

Pendant longtemps, l'État du Ghana a répondu à la transhumance par la répression : l'Operation Cowleg (OCL), lancée en 1988 et relancée jusqu'en 2022, mobilisait l'armée pour expulser les éleveurs peuls et saisir leurs armes, sans jamais apaiser les conflits avec les agriculteurs (Bukari et al., 2018; Tonah, 2000). Résultats : arrestations massives, expulsions forcées, abattages de bétail, et des tensions qui n'ont fait qu'empirer. Les tentatives de sédentarisation par la création de ranchs ont, elles aussi, échoué, incompatibles avec les pratiques de mobilité au cœur des systèmes pastoraux.

Le tournant intervient en 2021, avec la création du Comité interministériel pour l'élevage et la transhumance (GCRTC), placé sous l'autorité du ministère de l'Agriculture et réunissant administrations, services de sécurité, autorités locales et chefferies traditionnelles. Parmi ses missions figurent la cartographie des corridors de transhumance, l'identification des pâturages, le renforcement des plateformes de dialogue communautaire et l'élaboration d'une politique nationale de transhumance.

Un afflux sous pression

Ce changement de cap intervient dans un contexte régional tendu. Le Bénin a expulsé des éleveurs étrangers et déployé des soldats dans ses parcs du nord après des attaques

meurtrières près du parc du W. Le Togo, qui avait suspendu la transhumance transfrontalière en 2020, a encore durci les contrôles dans le nord à partir de 2022. Résultat : des flux de transhumance qui, faute de pouvoir emprunter leurs routes habituelles, se reportent massivement vers le Ghana.

Les communautés du nord du Ghana et des zones de transition en subissent directement les effets. La pression sur les terres et les points d'eau, déjà fragilisés par les changements climatiques, la croissance démographique et l'intensification agricole, s'est accentuée. Les destructions de récoltes se multiplient, des conflits éclatent entre éleveurs et agriculteurs, et des tensions générationnelles apparaissent au sein même des villages, où les jeunes contestent parfois l'autorité des chefs traditionnels.

Les relations entre éleveurs installés et nouveaux arrivants restent en revanche globalement coopératives : les seconds s'appuient sur les premiers pour accéder aux ressources et rencontrer les chefs communautaires. Des rivalités de leadership entre certains groupes peuls déjà présents peuvent toutefois perturber ces équilibres (Kendie, Bukari, Osei-Ku-fuor et Appiah-Boateng, 2023).

La question de la présence de groupes armés hante également les esprits : sans que le Ghana ait été directement attaqué, des éléments attestent de tentatives de recrutement de jeunes par des organisations jihadistes dans la région.

Des réponses locales face aux tensions

Face à ces pressions, des communautés ont trouvé leurs propres réponses. Des accords informels, négociés par des chefs traditionnels et les services agricoles, définissent des couloirs de passage, délimitent des zones de pâturage et établissent des mécanismes de compensation pour les dommages aux cultures. Leur application demeure cependant inégale selon les contextes.

Le GCRTC a encouragé cette implication des acteurs locaux à travers la création de sous-comités dans certaines zones, chargés d'appuyer le dialogue et la médiation. Encore peu nombreux et confrontés à des moyens limités, ces dispositifs illustrent néanmoins une volonté d'associer davantage les communautés locales à la gestion des mobilités pastorales. Les éleveurs eux-mêmes s'adaptent : certains scindent leurs troupeaux, laissant quelques vaches laitières près des zones habitées pendant que le reste des animaux emprunte les couloirs cartographiés.

Les enseignements du cas ghanéen

L'expérience ghanéenne ne résout pas tous les défis de la mobilité pastorale, mais elle montre que la sécurisation des frontières seule ne l'arrête pas : elle peut déplacer les flux vers des circuits moins contrôlés et nourrir des tensions exploitables par des groupes armés. Cette approche suggère ainsi d'aborder la transhumance comme un enjeu de développement et de gouvernance plutôt que de sécurité. Des dispositifs comparables existent ailleurs ; ce qui distingue le Ghana, c'est qu'ils sont portés par une politique interministérielle plutôt que par des initiatives isolées. ■

Kaderi Noagah Bukari



Professeur au Département des études sur la paix, Université de Cape Coast, Ghana

EN SAVOIR PLUS :

- Boukhars A., 2026. Adapting Benin's Battle with Violent Militant Groups. Africa Security Briefs, 46.
- Bukari K. N., 2023. Violent farmer-herder conflicts in Ghana: Constellation of actors, citizenship contestations, land access and politics. Revue canadienne des études africaines, 57(1), p. 115-137.
- Azerigiyik R. A., Poku-Boansi M. et Owusu-Ansah J. K., 2024. Herders' Haven or Farmers' Foe? Exploring Multi-Stakeholder Perspectives on Grazing Reserves and Transhumance Corridors. World, 5(3), p. 603-626.



Transhumance pastorale sur la route du Ghana, à 3km de la frontière à côté de Mango, Togo.